

L'hon. M. FIELDING: Je ne puis le promettre.

M. SPROULE: Plairait-il au ministre de nous dire quand eurent lieu les premiers pourparlers qui ont abouti à la négociation de ce prêt à la compagnie?

L'hon. M. FIELDING: Je ne crois pas le savoir.

M. SPROULE: Le ministre des Finances doit le savoir; s'il l'ignore, le premier ministre, lui, ne l'ignore pas. Eu égard aux circonstances qui entourent toute cette affaire, il me semble que la Chambre serait bien aise d'avoir de plus amples renseignements.

L'hon. M. FIELDING: L'honorable député ne devrait pas faire d'aussi grands frais d'imagination.

M. SPROULE: En ceci, il y a bien autre chose que des frais d'imagination. Les \$7,000,000 qui seront distraits de ce prêt pour être versés à la compagnie du Grand-Tronc, la part si active que cette dernière a prise aux élections, l'argent dont a ordinairement besoin un gouvernement qui en appelle au peuple et, quinze ou vingt jours après l'élection, la lettre où M. Hayes déclare que si le prêt n'est pas consenti, les travaux seront suspendus et que cette suspension sera préjudiciable à la situation financière du Canada; tout cela donne lieu de penser que les arrangements préliminaires ont été arrêtés avant l'élection avec l'entente que si le Gouvernement était maintenu au pouvoir, il serait donné suite au projet après l'élection. Nous avons donc intérêt à avoir les renseignements que le Gouvernement peut nous fournir à ce sujet, et je suis sûr qu'en y mettant un peu de bonne volonté, il se trouvera en mesure de nous les communiquer.

M. TALBOT: L'honorable député prétend que le Grand-Tronc a pris une part active à la dernière élection; qu'il nous parle donc plutôt de l'activité que les employés du Grand-Tronc-Pacifique déployaient dans l'Ouest.

M. SPROULE: Je m'adresse au ministre des Finances qui est en mesure de fournir les renseignements que nous demandons.

L'hon. M. FIELDING: Tout ce que je puis dire de l'activité déployée par le Grand-Tronc-Pacifique en faveur du Gouvernement, c'est que j'ai bien souvent entendu exprimer l'avis contraire. Mais ceci est étranger à l'objet de la discussion.

L'hon. M. FOSTER: Le ministre pourrait-il nous dire d'où lui sont venues les contributions?

L'hon. M. FIELDING: Mon honorable ami a manqué l'occasion de porter la question devant les tribunaux dont relèvent les affaires électorales. C'est là et non ici qu'il convenait d'élever la voix.

M. AMES: Le ministre a dit, ce me semble, que M. Schreiber a fait examiner les travaux par des ingénieurs ordinaires qui sont censés savoir tout ce qui s'est fait.

L'hon. M. FIELDING: On me dit que M. Schreiber a lui-même exercé une certaine surveillance sur les travaux; je crois qu'en son absence, certains fonctionnaires le remplacent.

M. AMES: Je n'en doute pas. Dans ce cas, ces fonctionnaires ont dû rapporter à différents temps que la dépense relative à la construction du chemin excède de beaucoup les estimations, chose que le ministre sait depuis quelque temps.

L'hon. M. FIELDING: En effet, nous le savons depuis un certain temps.

M. AMES: Le ministre avait donc depuis un certain temps matière à fonder sa détermination de venir en aide à la compagnie?

L'hon. M. FIELDING: Nous ne possédions le renseignement que depuis peu de temps.

M. AMES: Quand le ministre a-t-il été expressément prié de venir en aide à la compagnie?

L'hon. M. FIELDING: Je ne m'en souviens pas.

M. AMES: Chose singulière, cette lettre, qui constitue une pièce absolument complète, est pour ainsi dire tombée des nues le 16 novembre, et depuis cette date, on semble n'avoir jamais échangé une seule parole pour en modifier la teneur.

L'hon. M. FIELDING: Pourquoi l'aurait-on modifiée?

M. AMES: Le projet de résolution est conçu absolument dans le même esprit que la lettre. A l'époque où celle-ci fut écrite, avait-on promis une réponse affirmative à son auteur?

L'hon. M. FIELDING: Je ne saurais dire; je ne le crois pas. Pour ma part, je n'avais pas fait de promesse semblable.

M. PERLEY: Combien de temps après le 16 de novembre le contenu de cette lettre avait-il été l'objet de pourparlers?

L'hon. M. FIELDING: Je ne saurais répondre; il faudra s'en rapporter à la lettre — c'est là son utilité.

M. PERLEY: La lettre ne dit pas combien de temps avant cette date l'affaire avait fait le sujet d'une discussion entre le ministre et les autorités du Grand-Tronc-Pacifique.

L'hon. M. FIELDING: Je ne saurais dire.